



Inkingi
Forces Démocratiques Unifiées
United Democratic Forces

+31(0) 623075674 +32 (0) 477 813 062 info@fdu-udf.org www.fdu-udf.org
postbus 3124 2280 GC Rijswijk, Netherlands

**PAUL KAGAME ET SES COMPLICES PRESUMES TENTENT DE MANIPULER LE
COMMONWEALTH POUR SE SOUSTRAIRE DES POURSUITES LANCEES PAR LA
JUSTICE FRANCAISE**

1. D'après l'édition du 21 décembre 2006 du "The New Times", organe officiel du Front patriotique rwandais, FPR, le gouvernement FPR aurait introduit une demande d'adhésion au Commonwealth. Le Secrétariat du Commonwealth aurait déjà nommé "une équipe d'éminentes personnalités dirigées par l'ancien Premier ministre jamaïcain Percival Patterson, pour examiner cette demande d'adhésion". D'après la même source, le Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement du Commonwealth qui se tiendra en novembre 2007 à Kampala (Ouganda) devrait se prononcer sur cette demande.
2. Ces développements interviennent au lendemain de la rupture unilatérale des relations diplomatiques entre la France et le Rwanda, décidée par un Conseil des Ministres extraordinaire convoqué et présidé par Paul Kagame, le 24 novembre 2006, en réaction à l'émission par le juge anti-terroriste français Jean-Louis Bruguière de mandats d'arrêts internationaux à l'encontre de neuf collaborateurs immédiats de Paul Kagame et à l'introduction par le même juge d'une demande de poursuites à l'encontre de Paul Kagame lui-même devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda, basé à Arusha (Tanzanie), le 17 novembre 2006.
3. D'après le recensement général de la population réalisé par le gouvernement FPR en août 2002, seulement 0.2% des habitants du Rwanda, soit 19.561 personnes, parlent Anglais et Kinyarwanda, sur une population rwandaise de 8.128.553 d'habitants dont 91% ne parlent que Kinyarwanda, la langue nationale du pays. Les élites anglophones, auxquelles appartiennent Paul Kagame et ses complices présumés, contrôlent l'essentiel des centres de décision des institutions politiques, militaires et économiques du Rwanda depuis la prise du pouvoir par le FPR, le 19 juillet 1994.
4. Le Commonwealth est, à l'origine, une organisation qui lie l'Angleterre à ses anciennes colonies. Le Rwanda, qui devint un protectorat allemand en 1899, fut ensuite placé d'abord "sous mandat" belge en 1919 par le Traité de Versailles, ratifié par la Société des Nations en 1923 et puis, par une décision des Nations Unies prise en 1946, "sous tutelle" belge jusqu'à son indépendance, le 1 juillet 1962.
5. En faisant pression sur les responsables chargés d'examiner la demande d'entrée de l'Etat rwandais dans ce forum, Paul Kagame, seul Chef d'Etat en exercice sur qui pèsent les chefs d'accusation graves "d'assassinat, de complicité d'assassinat et d'association de malfaiteurs, en relation avec une entreprise terroriste", en compagnie de neuf de ses plus proches collaborateurs militaires, dont le chef d'état-major général de l'armée, le Général James Kabarebe et le chef d'état-major de l'armée de terre, le Lieutenant-

Général Charles Kayonga, pour leur rôle dans l'attentat du 6 avril 1994 contre l'avion présidentiel, unanimement reconnu comme étant l'acte déclencheur du génocide rwandais, tente ainsi de manipuler ses Etats membres afin de se soustraire aux poursuites initiées par la justice française.

6. Les FDU-Inkingi dénoncent ces nouvelles manoeuvres et appellent le Secrétariat du Commonwealth ainsi que ses Etats membres à faire preuve de clairvoyance, en se gardant d'offrir à de présumés criminels une tribune et une plate-forme destinées à les soustraire à la justice. Elles les appellent plutôt à refuser d'être instrumentalisés et à assumer leurs responsabilités vis-à-vis du peuple rwandais, en coopérant avec la justice française, afin que l'impunité dont Paul Kagame et ses complices continuent de bénéficier cesse. Les FDU-Inkingi réaffirment que la fin de l'impunité est une condition essentielle au rétablissement de la sécurité et de la stabilité et à la relance du développement dans la Région des Grands Lacs d'Afrique.

Fait à Bruxelles, le 21 décembre 2006

Dr Jean-Baptiste MBERABAHIZI
Secrétaire Général et Porte-Parole